

25/05/2023

À Vertbaudet, les nôtres !

Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.

Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 millions de bénéfices, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir

au château une fournée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chôme par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

Achetez Révolutionnaires, journal du NPA

Notre nouveau numéro est disponible : un journal résolument du côté de celles et ceux qui luttent contre les sales coups des patrons et cette société capitaliste !

Sans aiguilleurs, pas de trains !

À l'aiguillage on a connu l'époque des petits postes quand, les veilles de grèves, les petits chefs venaient fanfaronner devant un collègue seul dans le poste en relativisant l'utilité de la grève, en sous-entendant que, grève ou pas, le poste serait tenu et que ça ne changerait rien... Mais à force de fermer tous les postes et de nous regrouper dans des CCR (postes régionaux centralisés dans un même lieu qui commandent des zones immenses de voies), on a réalisé que tous ensemble au même endroit ce discours ne tient plus. Si on s'arrête tous, ils ne peuvent pas nous remplacer. Toulouse, Saint-Denis, et maintenant Dijon : les CCR sont gagnés par la grève ces dernières années !

À Dijon, une grève contagieuse

À Dijon, la direction a essayé d'éteindre la colère naissante au PAI (poste d'aiguillage informatisé) en proposant rapidement une prime. Mais en faisant ça, elle a envoyé le message qu'elle était faible, y compris aux postes autour. Les collègues de l'EIC de la région ont donc largement rejoint le mouvement pour dire que les problèmes sont partout les mêmes : le travail de nuit sous-payé, les salaires trop faibles, etc..

Résultat : un week-end de l'Assomption noir sur la région, avec des trains supprimés et d'autres détournés. En AG, les problèmes ont été discutés collectivement. Et si la direction régionale semble provisoirement essayer de faire revenir le calme à coups de primes générales, elle ne fait que prouver que la grève est notre seule arme ! Et on continuera, conscients de notre force, à imposer un rapport de force encore plus grand.

Volontaires... pour la lutte !

En région PACA, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, les cheminot.e.s sont censés se porter volontaires pour travailler sur telle ou telle ligne... sans même connaître les conditions de travail que leur préparent la filiale SNCF ou la filiale Transdev !

La réponse ultra-majoritaire des collègues ? « Pas de garanties, pas de volontariat ! » Seuls quelques cadres se portent volontaires au transfert : pas gagné pour faire rouler des trains !

Bien sûr, la loi prévoit qu'en l'absence d'un nombre suffisant de volontaires, les entreprises puissent transférer d'office des cheminot.e.s sous peine de licenciement en cas de refus.

Mais ce boycott du volontariat est un désaveu cinglant de la politique d'ouverture à la concurrence et le signe que les cheminot.e.s ne se laissent pas isoler chacun dans leur coin, qu'ils se regroupent pour réagir collectivement et se préparent à

riposter à toute attaque dans le cadre de ces transferts. La voie à suivre !

Si tu décroches, tu es viré

À l'heure où la boîte digitalise les fiches de paye, se sert d'extranet pour les données administratives, nous force à utiliser des iPad à la conduite ou des téléphones pro, un conducteur de Perpignan se voit licencié pour... avoir utilisé un outil multimédia en conduisant.

La monotonie du métier, la solitude, le stress d'un enfant malade, le besoin de musique en roulant, tout cela la direction en fait complètement fi et licencie fissa un conducteur (25 ans de conduite !) malgré un dossier sécuritaire vierge.

Utiliser le téléphone professionnel pour recevoir un ordre est un devoir, mais si c'est à des fins personnelles on te flanque directement à la porte

Bien sûr, la main archi lourde de la direction ne peut pas du tout avoir de lien avec le fait que ce conducteur soit un militant syndical. (LOL)

Une table ronde pour nous faire encore tourner en rond ?

Le 31 mai prochain aura lieu la table ronde de « revoyure » entre la direction SNCF et les fédérations syndicales dans le cadre des NAO 2023.

Nous, en tout cas, on sait ce qu'il nous faut. Face à l'inflation toujours galopante, une seule réponse : une **forte** augmentation générale des salaires. Pas sûr que la direction l'entende de cette oreille... mais qu'elle compte sur nous pour venir lui tirer !

On s'est mobilisés pour dire non à deux années de travail supplémentaires. Se battre pour de meilleurs salaires et donc de meilleures pensions de retraites irait dans le sens de notre lutte.

Toutes et tous en grève le 6 juin !

Le gouvernement, pour tourner la page des retraites, veut imposer des nouveaux sujets où il est certains d'avoir une majorité, alors forcément ce sont tous les pièges contre nous les travailleurs qui ressortent : l'immigration, la sécurité etc.. Bref tous les sujets sur lesquels Macron, la droite « old school » et Le Pen partagent la même vision.

Le 6 juin, rappelons plusieurs choses : non, la page des retraites n'est pas tournée ! ; ce gouvernement nous trouvera sur sa route, sur n'importe quel sujet ; non, ce qui nous pourrit la vie, ce ne sont pas d'autres travailleurs, mais bien les patrons et ceux qui les servent !

Alors plus on sera en grève et en manif le 6 et plus on devra parler de nos vrais problèmes... et moins les diversions pour nous diviser entre nous pourront marcher.